



Canadian Security  
Intelligence Service

Service canadien du  
renseignement de sécurité

# Attitudes à l'égard du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS)

## Rapport

### Préparé pour le Service canadien du renseignement de sécurité

Nom du fournisseur : Les Associés de recherche EKOS

N° du contrat : 30001-200055/001/CY

Valeur de l'entente : 61 194,02 \$

Date d'attribution du contrat : 28 janvier 2021

Date de livraison : Mars 2021

No d'inscription : 109-20

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le présent rapport, veuillez communiquer avec le Service canadien du renseignement de sécurité à :

[media-medias@smtp.gc.ca](mailto:media-medias@smtp.gc.ca)

**This report is also available in English**

Canada 

# Attitudes à l'égard du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS)

## Rapport

Préparé pour le Service canadien du renseignement de sécurité  
Nom du fournisseur : Les Associés de recherche EKOS  
Mars 2021

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'un sondage téléphonique effectué auprès de 1 204 Canadiens et Canadiennes entre le 1<sup>er</sup> et le 17 février 2021.

This report is also available in English under the title: Attitudes to the Canadian Security Intelligence Service (CSIS).

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite préalable doit d'abord être obtenue auprès du Service canadien du renseignement de sécurité. Pour obtenir de plus amples renseignements sur le présent rapport, veuillez communiquer avec la Service canadien du renseignement de sécurité à : [townsendj@smtp.gc.ca](mailto:townsendj@smtp.gc.ca) ou à :

Direction des communications  
Service canadien du renseignement de sécurité  
Case postale 9732  
Succursale postale T  
Ottawa, ON  
K1G 4G4

**Numéro de catalogue :**  
PS74-8/1-2021F-PDF

**Numéro international normalisé du livre (ISBN) :**  
978-0-660-38980-6

**Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR 109-20) :**

Numéro de catalogue PS74-8/2-2021E-PDF (Rapport final anglais)  
ISBN 978-0-660-38978-3

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada



# SOMMAIRE

## Contexte et méthodologie

Le SCRS est le Service canadien du renseignement de sécurité. Son mandat et ses pouvoirs sont établis dans la *Loi sur le SCRS*. Le SCRS fait des enquêtes sur des menaces soupçonnées de constituer une menace à la sécurité du Canada en se fondant sur des motifs raisonnables. L'un des objectifs organisationnels du SCRS est de renforcer la confiance de ses intervenants en obtenant des résultats utiles, en garantissant de façon continue l'application de la loi et en assurant la protection de la vie privée.

À ce titre, le principal objectif de la présente étude de recherche consiste à mesurer les points de vue du public sur le SCRS (y compris le niveau de confiance envers l'organisation) et à les comparer aux résultats obtenus dans le sondage de référence de 2018 pour mettre sur pied des stratégies de communication et pour évaluer son succès.

La méthodologie utilisée dans le cadre de cette étude se fondait sur un sondage téléphonique probabiliste mené auprès de Canadiens et Canadiennes. Pour augmenter la proportion de jeunes Canadiens (c.-à-d. de 18 à 34 ans) de l'échantillon, EKOS a intégré des utilisateurs de téléphones cellulaires.

En tout, 1 204 adultes canadiens âgés de 18 ans ou plus ont répondu au sondage (594 utilisateurs d'une ligne terrestre et 610 utilisateurs d'un téléphone cellulaire). La marge d'erreur associée à l'échantillon total est de +/- 2,8 points de pourcentage, 19 fois sur 20. Toutes les données ont été statistiquement pondérées par âge, sexe et région pour veiller à ce que la composition de l'échantillon reflète la population actuelle du Canada selon les données du recensement. Les données du sondage ont été recueillies du 1<sup>er</sup> au 17 février 2021.

## Résultats du sondage

Les principales constatations de cette étude sont exposées ci-dessous. Le reste du rapport décrit plus en détail les résultats du sondage. Lorsqu'ils sont disponibles, les résultats sont comparés à ceux du sondage de référence du SCRS effectué en 2018.

### Attitudes à l'égard de la sécurité et de la protection de la vie privée

Les répondants ont été interrogés sur l'évolution de la sécurité au Canada au cours des cinq dernières années. Six personnes sur dix (60 %) croient que le Canada n'est ni plus dangereux ni plus sûr qu'il y a cinq ans. Parmi ceux qui sont d'avis que la situation a changé, un plus grand nombre (25 %) a tendance à croire que le Canada est plus dangereux. Treize pour cent considèrent que le Canada est devenu un endroit plus sûr au cours des cinq dernières années. Fait intéressant, malgré la pandémie de COVID-19, le point de vue des Canadiens sur la mesure dans laquelle le pays est devenu dangereux est stable depuis 2018.

Les résultats du sondage révèlent que le public a une confiance moyenne dans les services de renseignement, mais met également en évidence les craintes du public en ce qui concerne la quantité de renseignements de nature privée que détiennent ces organisations. Environ la moitié des Canadiens conviennent que l'on peut se fier au gouvernement fédéral pour trouver le juste équilibre entre la sécurité et les libertés civiles (56 %), et que les services de renseignement canadiens agissent de façon légitime lorsqu'ils recueillent de l'information sur les Canadiens (49 %). Quatre répondants sur dix (41 %), toutefois, se disent préoccupés lorsqu'il est question de l'information que les services de renseignement recueillent sur eux, alors qu'une majorité (52 %) est en désaccord avec l'idée que les services de police et de renseignement devraient avoir plus de pouvoir pour assurer la sécurité si cela réduit certaines garanties en ce qui a trait à la protection de leur vie privée.

Le travail de suivi révèle que la proportion de Canadiens qui déclarent se fier au gouvernement fédéral pour trouver le juste équilibre entre la sécurité et les libertés civiles est stable depuis 2018. Toutefois, il y a une diminution de cinq points dans la proportion de personnes qui estiment que les organismes de renseignement canadiens agissent dans les limites de la loi lorsqu'ils recueillent des renseignements sur les Canadiens, et une diminution de six points de pourcentage dans la proportion de gens qui sont d'accord pour dire que la police et les organismes de renseignement devraient avoir plus de pouvoir pour assurer la sécurité si cela signifie que les Canadiens doivent renoncer à certaines mesures de protection de la vie privée.

## **Connaissance du SCRS**

Les résultats suggèrent une connaissance relativement limitée du SCRS. Nous avons demandé aux répondants s'ils pouvaient nommer de façon spontanée l'organisation responsable de mener des enquêtes sur les menaces qui pèsent sur le Canada. Seules trois personnes sur dix (34 %) sont en mesure d'identifier cette organisation comme le SCRS, alors que six sur dix (60 %) sont incertaines. Ces résultats sont en grande partie en harmonie avec ceux obtenus en 2018.

Après une courte description du SCRS, nous avons demandé aux répondants s'ils avaient entendu parler de l'organisation. Bien que la connaissance spontanée du SCRS est plutôt faible, les résultats donnent à penser que la plupart des Canadiens sont conscients de l'existence de l'organisation, même s'ils ne peuvent pas l'identifier par son nom. Six répondants sur dix (57 %) affirment avoir entendu parler du SCRS, alors que neuf pour cent croient qu'ils en ont « peut-être » entendu parler. Le tiers (32 %) ne se rappelle pas avoir vu ou entendu quoi que ce soit sur l'organisation. Encore une fois, ces résultats sont en grande partie les mêmes qu'il y a trois ans.

## **Attitudes à l'égard du SCRS**

Les résultats révèlent que, même si la reconnaissance de l'organisation est plutôt faible, les Canadiens accordent beaucoup d'importance au rôle que joue le SCRS pour protéger le Canada contre les menaces de terrorisme et d'espionnage. Sept personnes sur dix (68 %) considèrent la mission du SCRS comme très importante, alors qu'une sur quatre (25 %) déclare qu'elle est plutôt importante. Presque personne (4 %) ne croit que les responsabilités du SCRS sont peu ou pas importantes. Ces résultats sont stables par rapport à 2018.

Les résultats démontrent également que le public a grandement confiance dans le SCRS. En harmonie avec les résultats de 2018, plus de huit Canadiens sur dix (84 %) disent se fier à l'organisation, bien que la plupart de ces répondants (63 %) affirment n'avoir qu'une « certaine confiance ».

Reflétant les constatations rapportées dans la section précédente, les résultats du sondage révèlent une grande confiance dans le SCRS. En harmonie avec les résultats de 2018, huit Canadiens sur dix (80 %) disent se fier au moins un peu au SCRS pour protéger les droits et libertés des Canadiens, quoique la plupart d'entre eux (63 %) se fient seulement « un peu » à l'organisation.

Une liste de trois exemples sur les moyens que prend le SCRS pour protéger les Canadiens contre le terrorisme et l'espionnage a été présentée aux répondants, qui ont dû préciser la mesure dans laquelle ces situations auraient une incidence sur leur appui aux activités du SCRS. Les trois exemples font augmenter l'appui à l'égard du SCRS : neuf Canadiens sur dix croient qu'ils seraient plus enclins à appuyer le SCRS s'ils apprenaient qu'il a aidé à déjouer des actes de terrorisme au Canada (90 %), qu'il a empêché des suspects de terrorisme et des espions d'immigrer au Canada (86 %) et qu'il a intercepté des espions étrangers qui tentaient de voler des renseignements classifiés du Canada (88 %). Il y a une légère augmentation de l'appui aux activités du SCRS selon les renseignements fournis dans ces trois exemples.

Malgré le haut niveau de confiance envers le SCRS (et reflétant les craintes abordées plus tôt en matière de protection de la vie privée), les Canadiens préfèrent de loin que le SCRS fasse preuve de transparence et qu'il ne garde pas secrètes ses activités. Près de sept répondants sur dix (69 %) croient que, bien qu'il faille dans une certaine mesure garder certaines activités dans le secret, les Canadiens devraient en savoir plus sur les renseignements que recueille le SCRS. Seules trois personnes sur dix (27 %) croient que les avantages du secret des communications l'emportent sur les risques qui y sont associés. Ces résultats sont stables par rapport à 2018.

## **Environnement de menace**

Le sondage comprenait également de nouvelles questions examinant les points de vue des Canadiens sur diverses menaces qui guettent le pays. Lorsqu'on leur demande s'ils sont plus préoccupés par l'extrémisme violent à motivation religieuse et par l'extrémisme violent à motivation idéologique, les Canadiens mentionnent plus souvent l'extrémisme à motivation idéologique. Plus de la moitié (53 %) expriment des inquiétudes au sujet de l'extrémisme violent à motivation idéologique, tandis que trois personnes sur dix (33 %) sont plus préoccupées par l'extrémisme violent à motivation religieuse.

Les répondants devaient ensuite indiquer s'ils sont plus préoccupés par l'espionnage de renseignements classifiés du gouvernement ou par l'espionnage économique de sociétés canadiennes. Les résultats révèlent des points de vue quelque peu mitigés sur cette question. La moitié des répondants (50 %) estime que l'espionnage de sociétés canadiennes est plus préoccupant, et une proportion semblable (42 %) croit que l'espionnage d'information classifiée du gouvernement est la plus grande préoccupation.

Les Canadiens étaient aussi invités à classer les différentes menaces à la sécurité nationale. Les résultats révèlent que, parmi les questions examinées, les personnes interrogées considèrent les cyberattaques contre des infrastructures essentielles comme la plus grande menace à la sécurité nationale (33 %). Le terrorisme (25 %) est considéré comme la deuxième plus grande menace, suivi par les tentatives de gouvernements étrangers de manipuler les politiques et les résultats au Canada (22 %). Les terroristes et les espions qui entrent au Canada, ainsi que l'espionnage du gouvernement et de sociétés canadiennes sont considérés comme de moindres menaces à la sécurité nationale.

Enfin, une liste de pays a été présentée aux répondants, qui ont dû les classer en fonction de leur menace envers les intérêts canadiens. Une majorité claire (58 %) voit la Chine comme la plus grande menace pour le Canada, suivie de loin par la Russie (18 %), la Corée du Nord (10 %) et la Syrie (4 %).